

Le vote Marine Le Pen en avril 2012 : quelle progression?

Bernard Alidières

Docteur en géographie-géopolitique, IFG-Paris 8

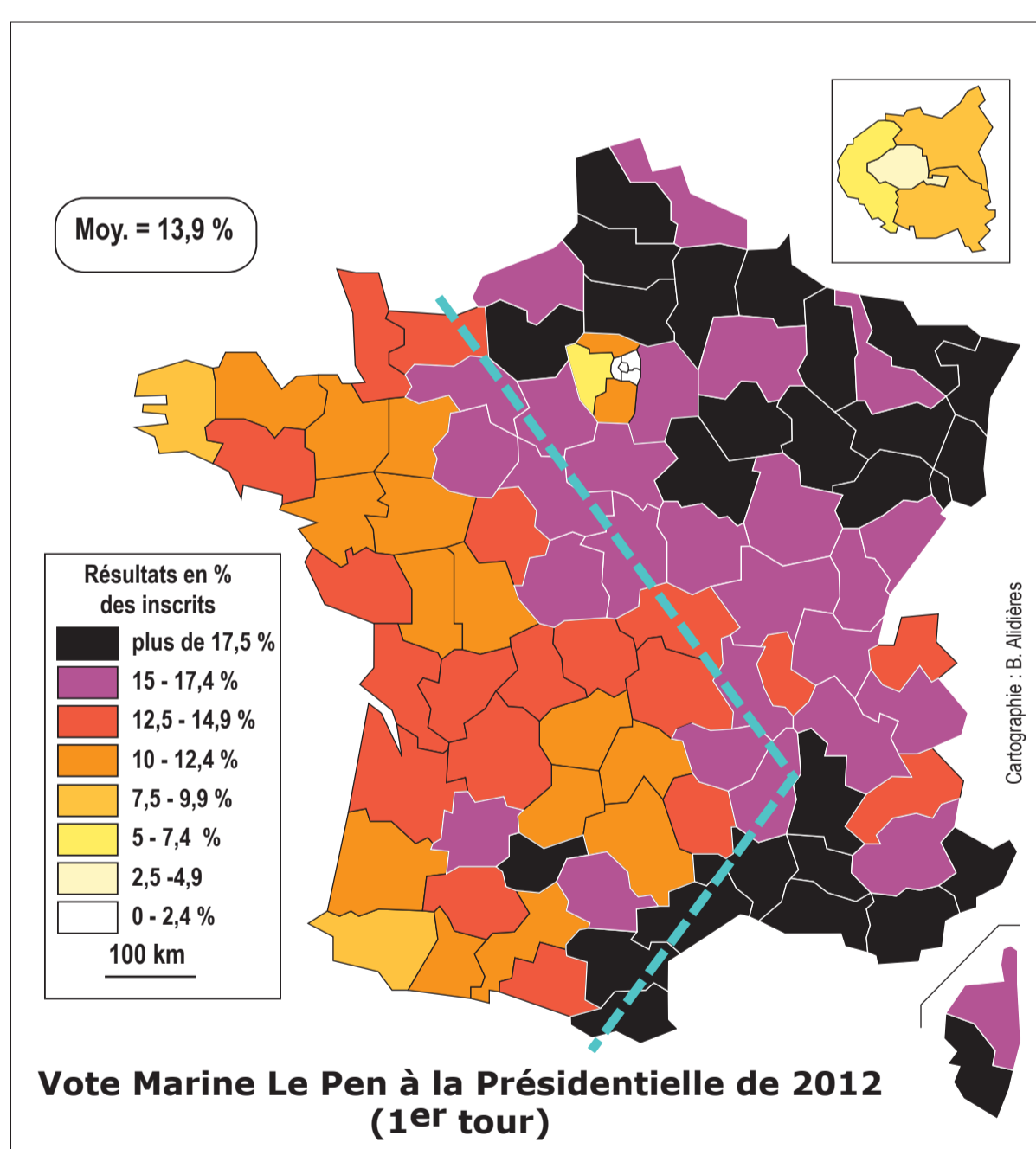
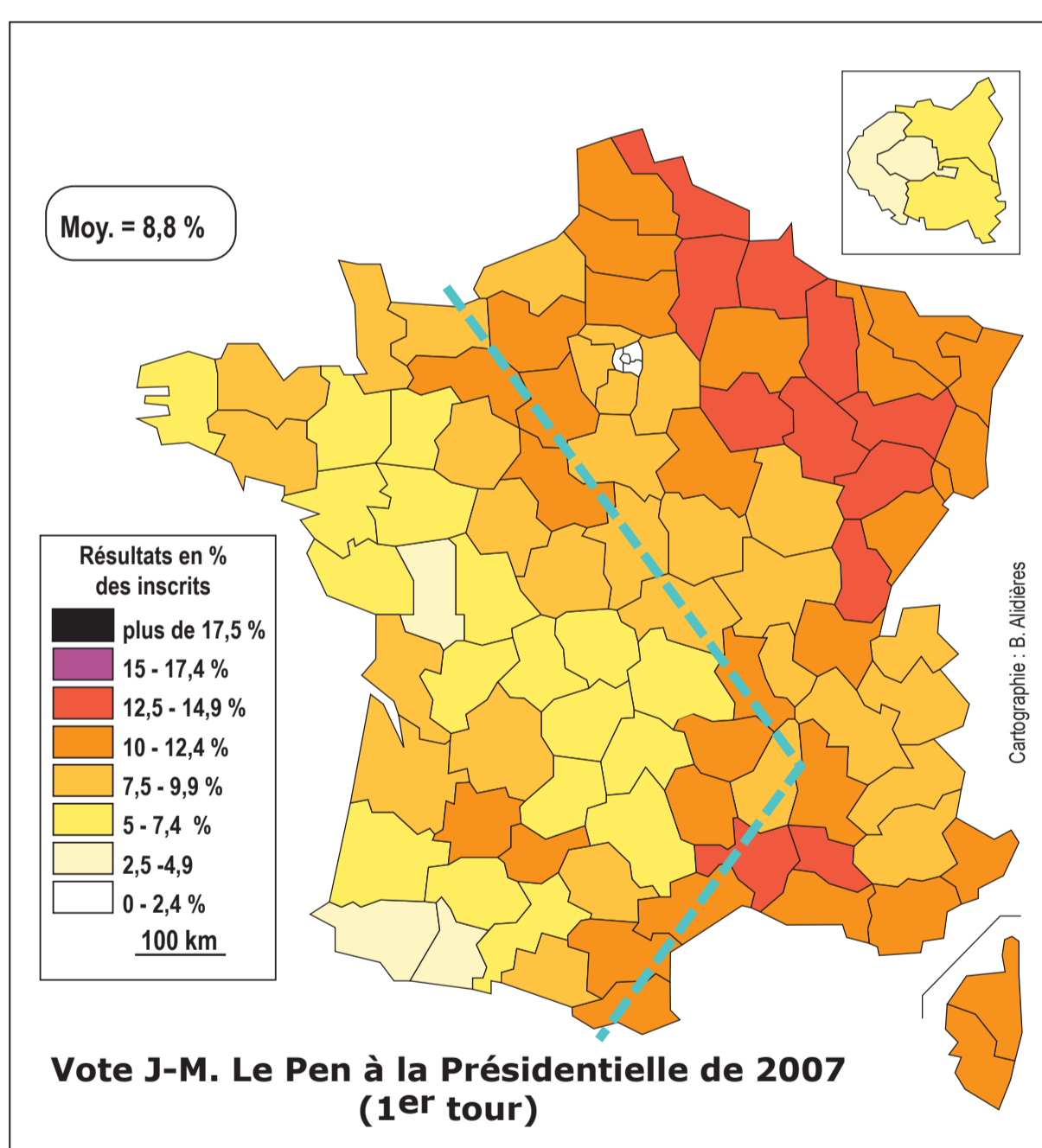
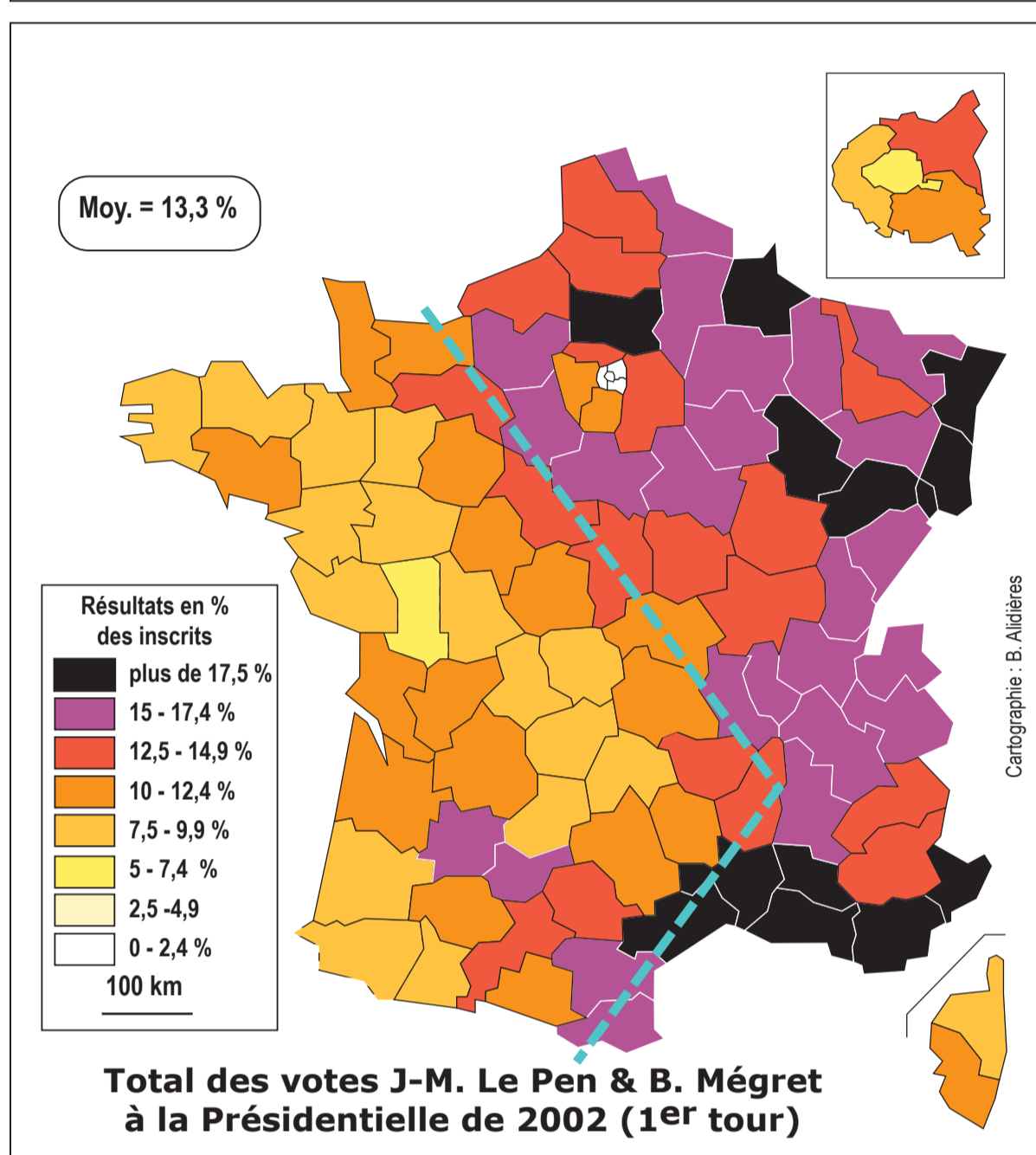
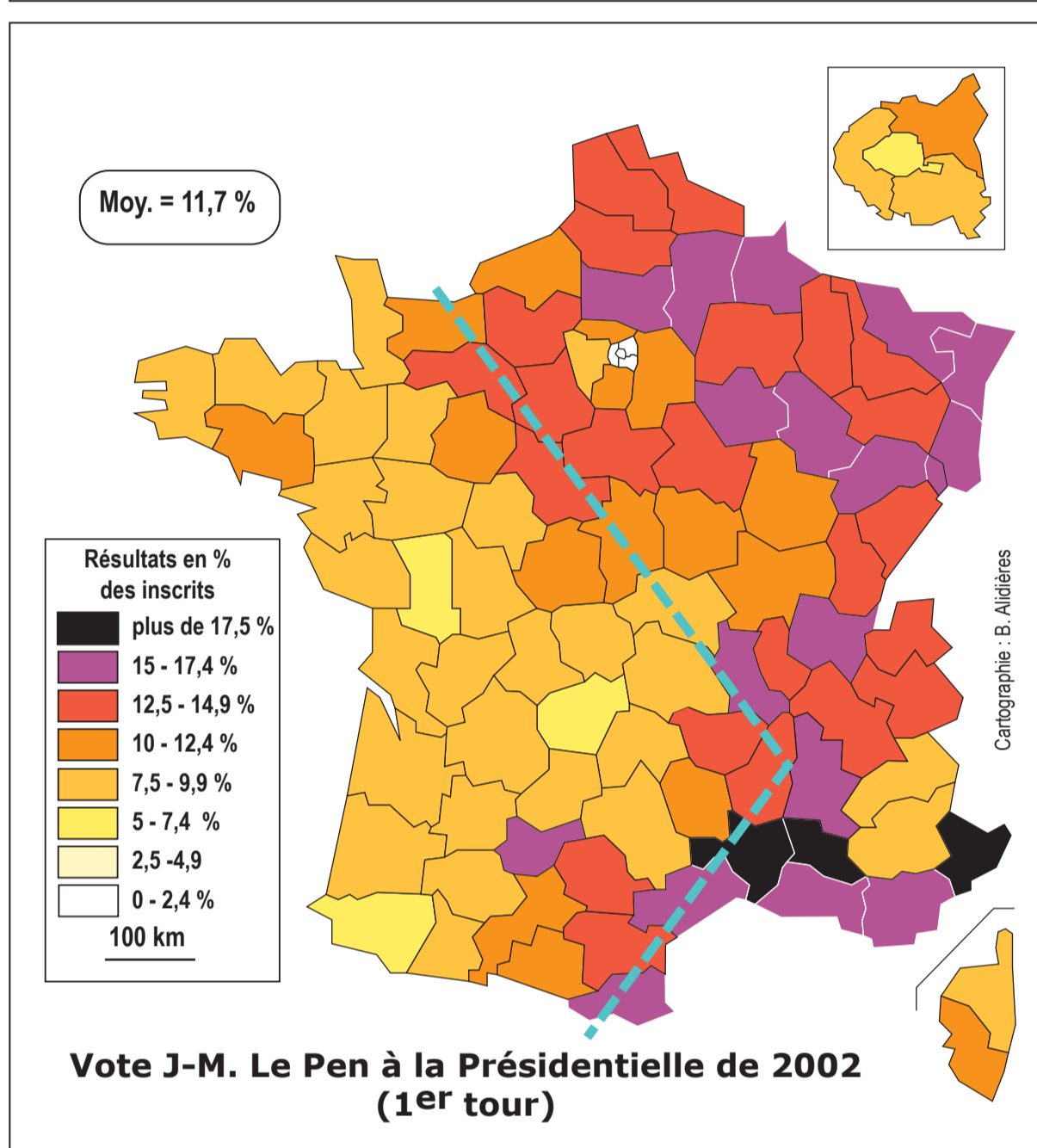
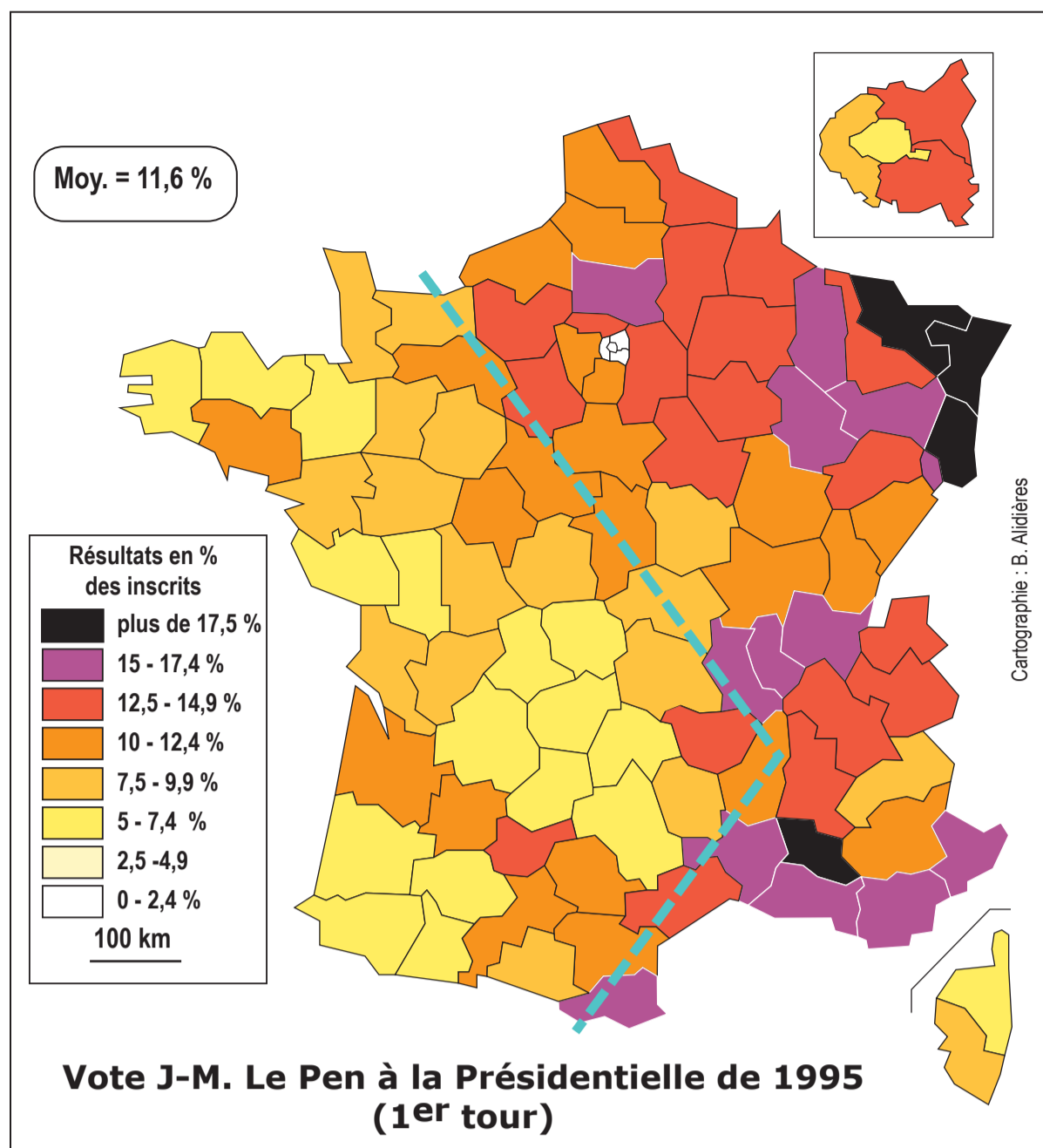
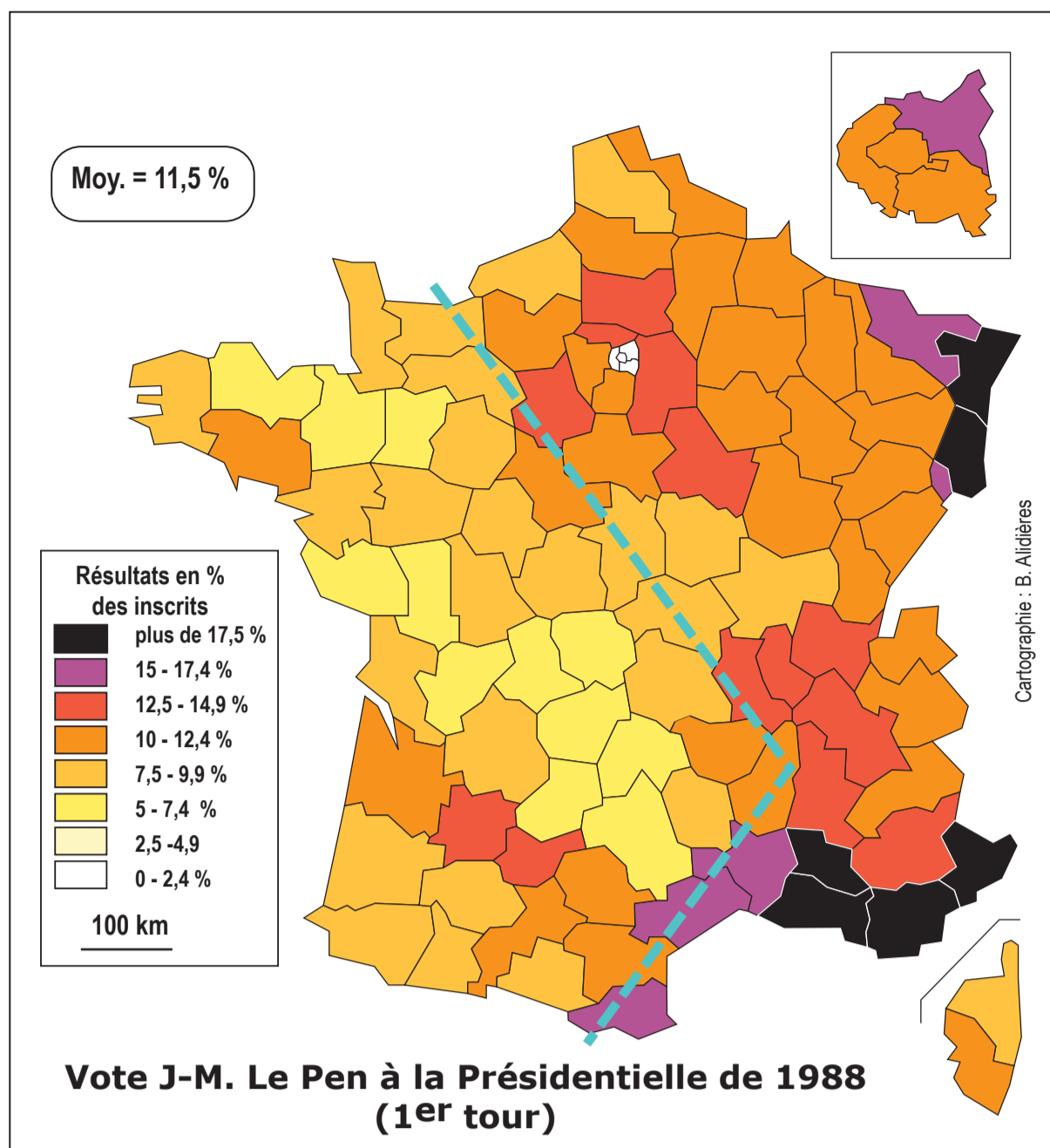
Présentation des choix cartographiques

Cet ensemble de cartes propose une évaluation du vote Marine Le Pen au premier tour de l'élection Présidentielle d'avril 2012. Il s'agit non seulement de mesurer l'évolution du vote lepéniste depuis la dernière Présidentielle de 2007 mais surtout de mieux mesurer l'ampleur de la progression des scores de Marine Le Pen par rapport à ceux de J-M. Le Pen en 2002.

Cette approche cartographique repose sur une présentation des résultats en fonction des électeurs inscrits pour tenir compte du différentiel d'abstention selon les scrutins et les départements (Goguel, 1986). Pour l'essentiel, il s'agit de cartes par département, avec un agrandissement pour Paris et les trois départements de la petite couronne (75, 92, 93, 94).

De plus, une représentation cartographique des résultats en 2012 et des évolutions depuis 2002 sera proposée pour traiter du cas des principales villes (celles d'au moins 30 000 électeurs inscrits). Mais, il faut préciser que les communes des départements de la région parisienne n'ont pas été retenues (à l'exception de Paris) pour des raisons de lisibilité.

Evolution du vote Le Pen à la Présidentielle de 1988 à 2012



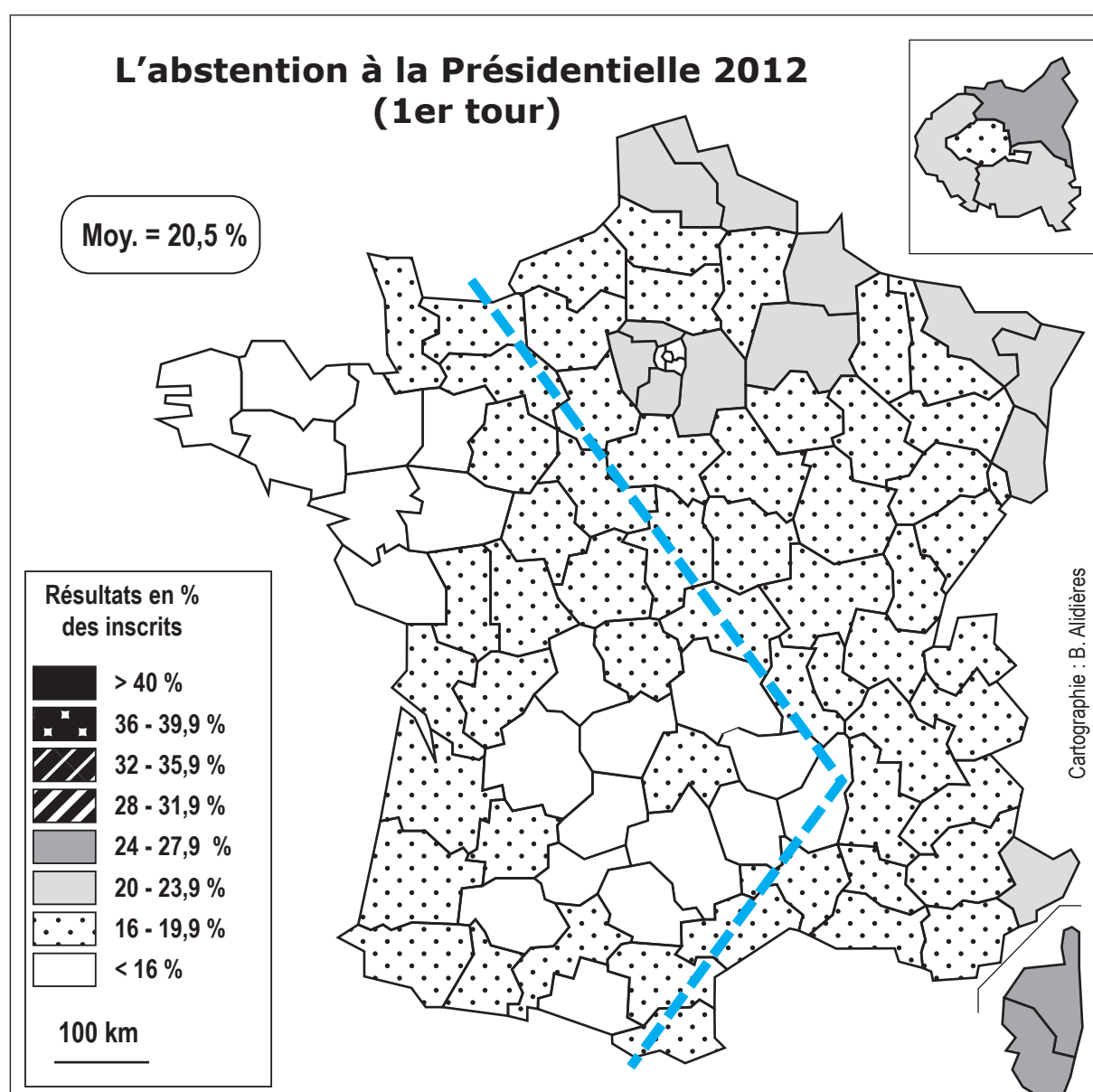
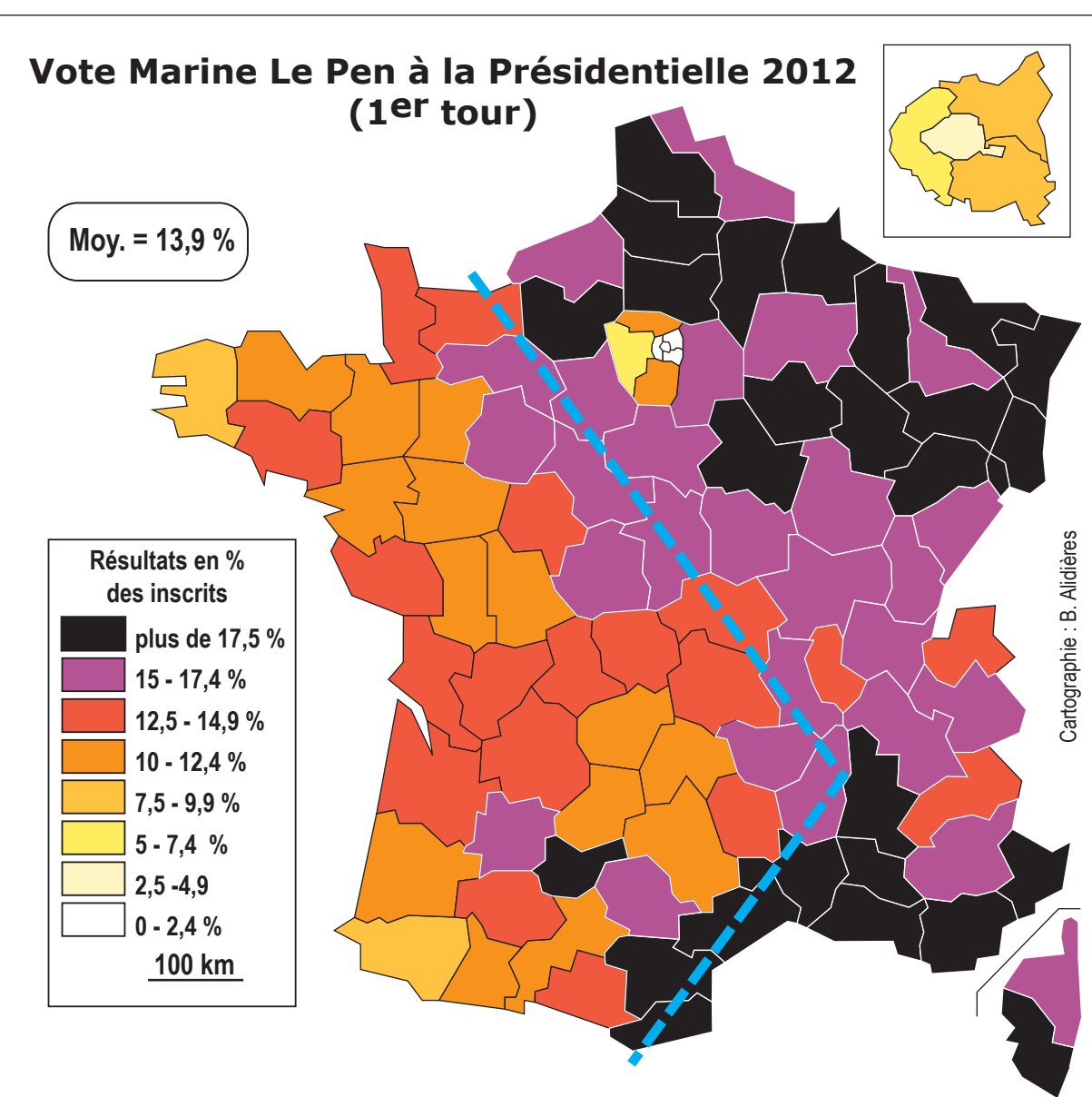
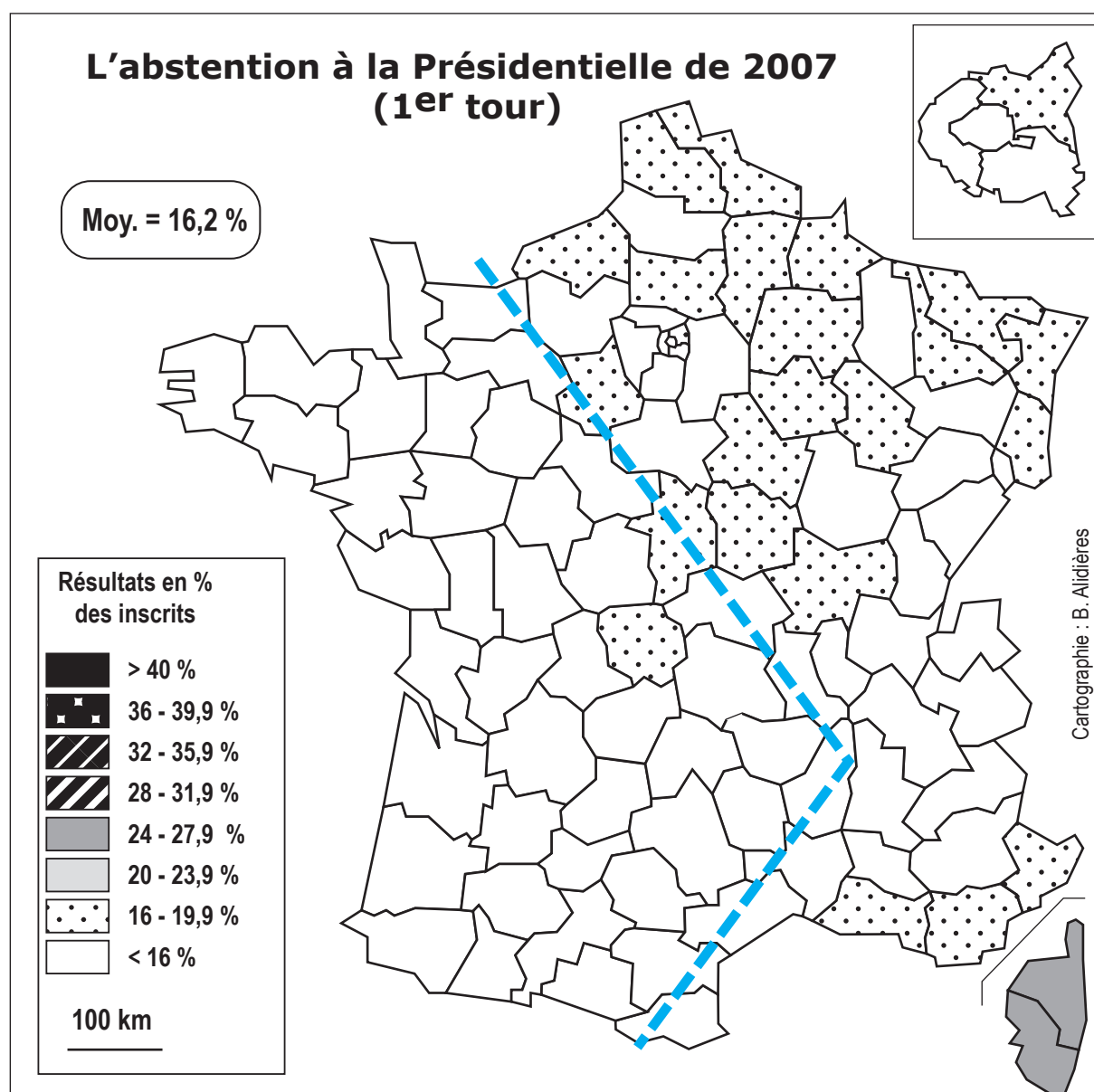
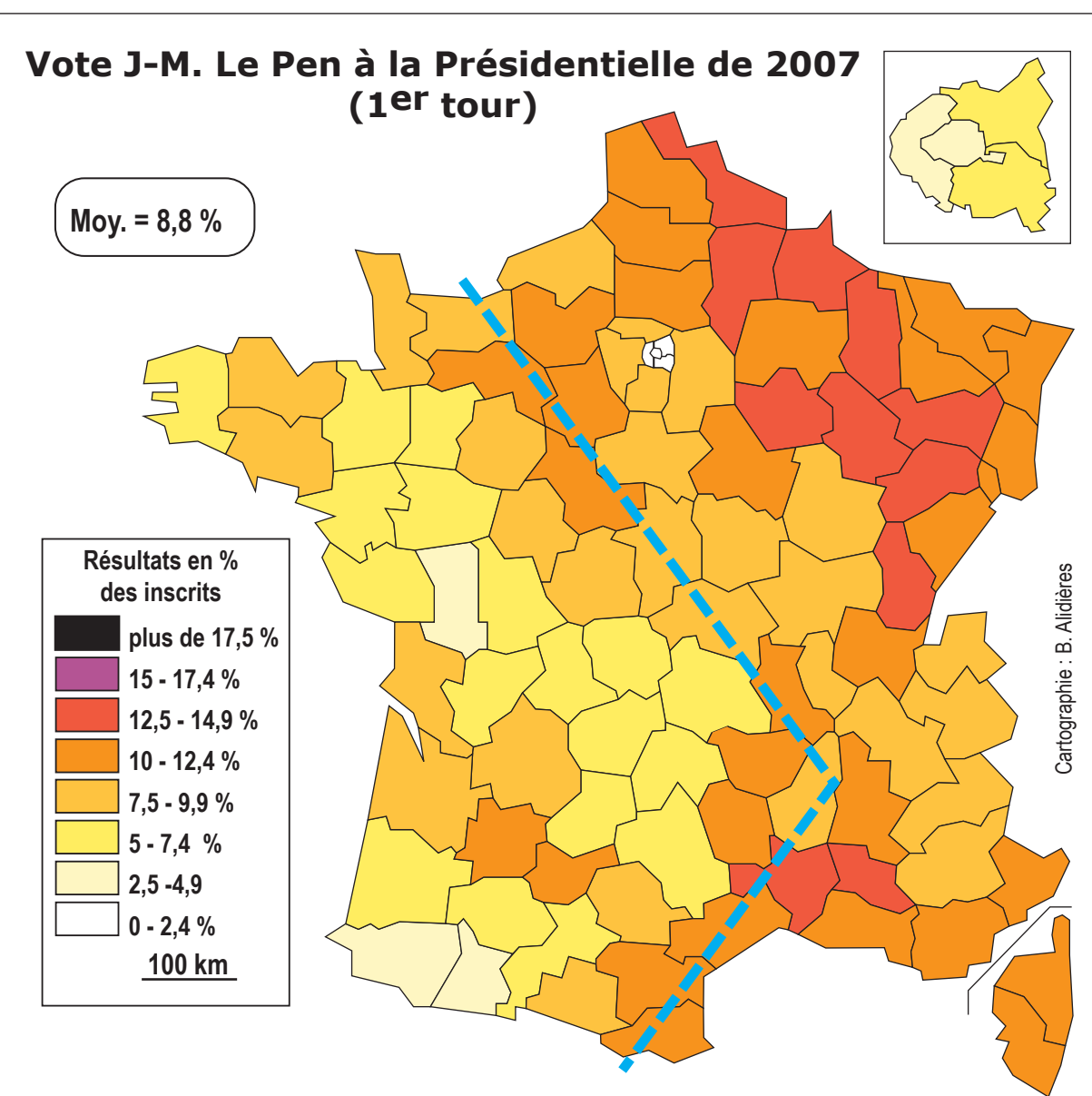
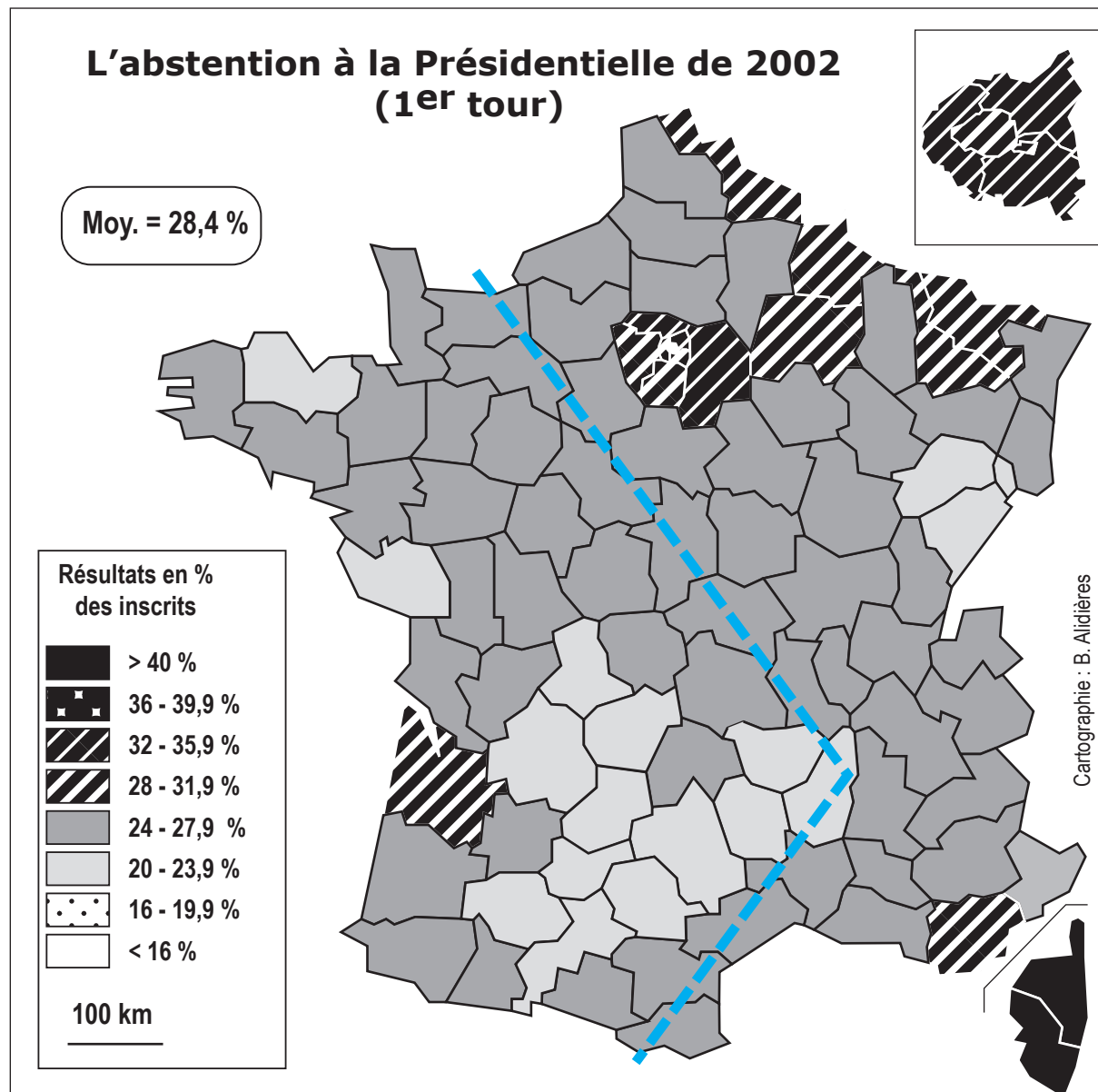
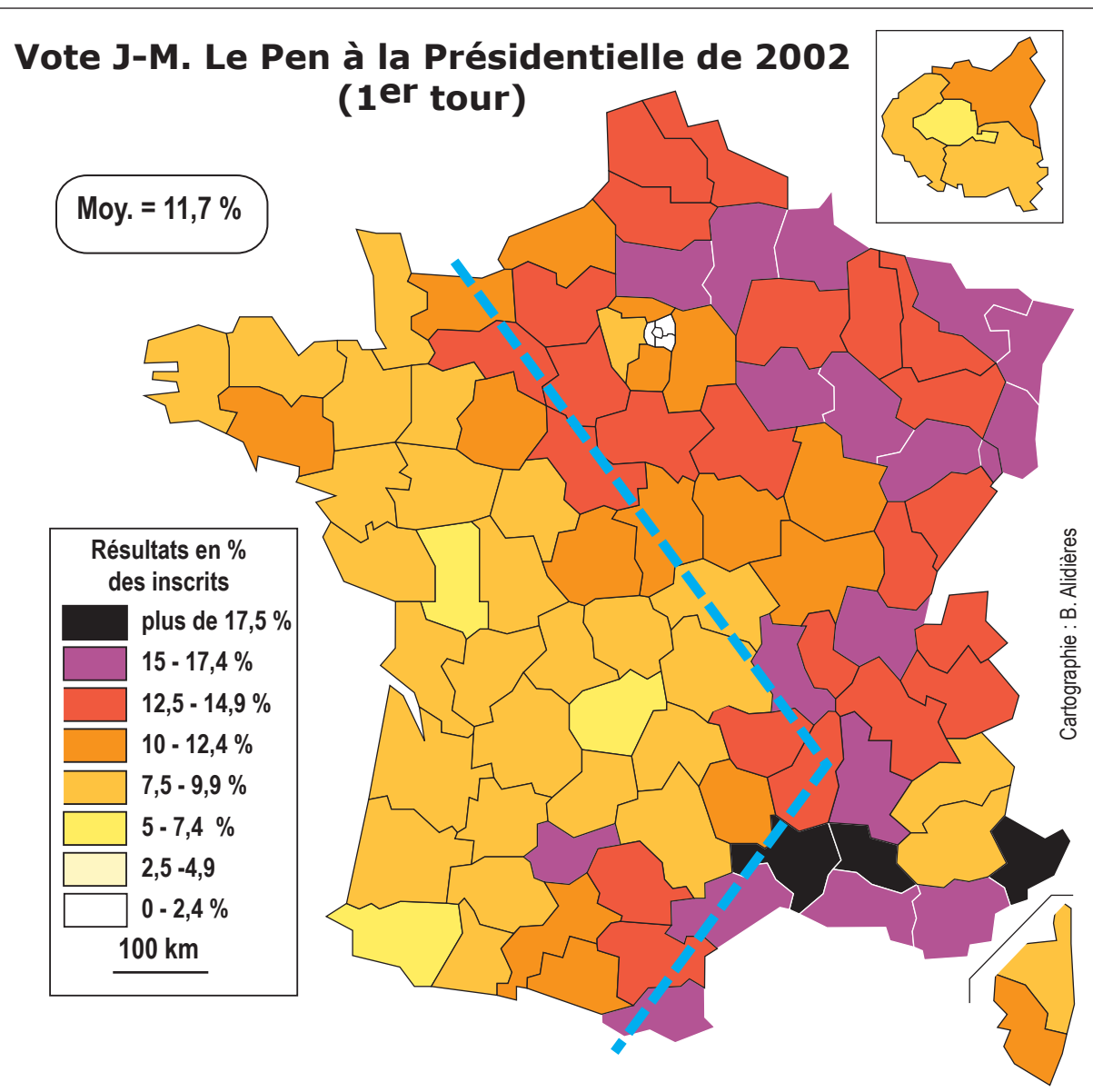
Source : Ministère de l'Intérieur. Cartographie B. Alidières.

Dès 1988, le vote J-M. Le Pen atteint un niveau très élevé (plus de 15 % des inscrits dans les départements du Midi méditerranéen, de l'Alsace et de Moselle ; et cela reste le cas à chaque échéance présidentielle sauf en 2007. De façon plus globale, la géographie du vote FN reste fortement contrastée de part et d'autre de la ligne Le Havre-Valence-Perpignan. A l'Est de cette ligne, on compte 23 départements en 1988, 36 en 1995 et 38 en 2002 où J-M. Le Pen obtient des scores supérieurs à 12,5% des inscrits, alors qu'à l'Ouest de cette délimitation, il n'y a respectivement que 2 départements ayant les mêmes caractéristiques en 1988-1995 et 6 en 2002. (Pour une analyse géopolitique de ce contraste et notamment du rôle la délinquance, Alidières 2006, p.182-192 et 241-262).

La carte du vote Marine Le Pen en avril 2012 montre un renforcement de cet enracinement à l'Est puisque ses scores dépassent 15% des inscrits dans 45 départements de cette partie de la France. Mais cette carte fait ressortir également une nette extension vers l'Ouest : on peut décompter 25 départements où le vote Marine Le Pen est égal ou supérieur à 12,5% des inscrits.

En revanche, il faut remarquer que le recul du vote Le Pen en région parisienne a commencé dès 2002 (ses scores ne dépassant 12,5% dans aucun département alors que c'était le cas dans quatre en 1995) et qu'il n'y a pas eu, en 2012, « d'effet Marine Le Pen » dans les départements d'Ile-de-France sauf en Seine-et-Marne.

Le vote Le Pen et l'abstention (2002-2012)



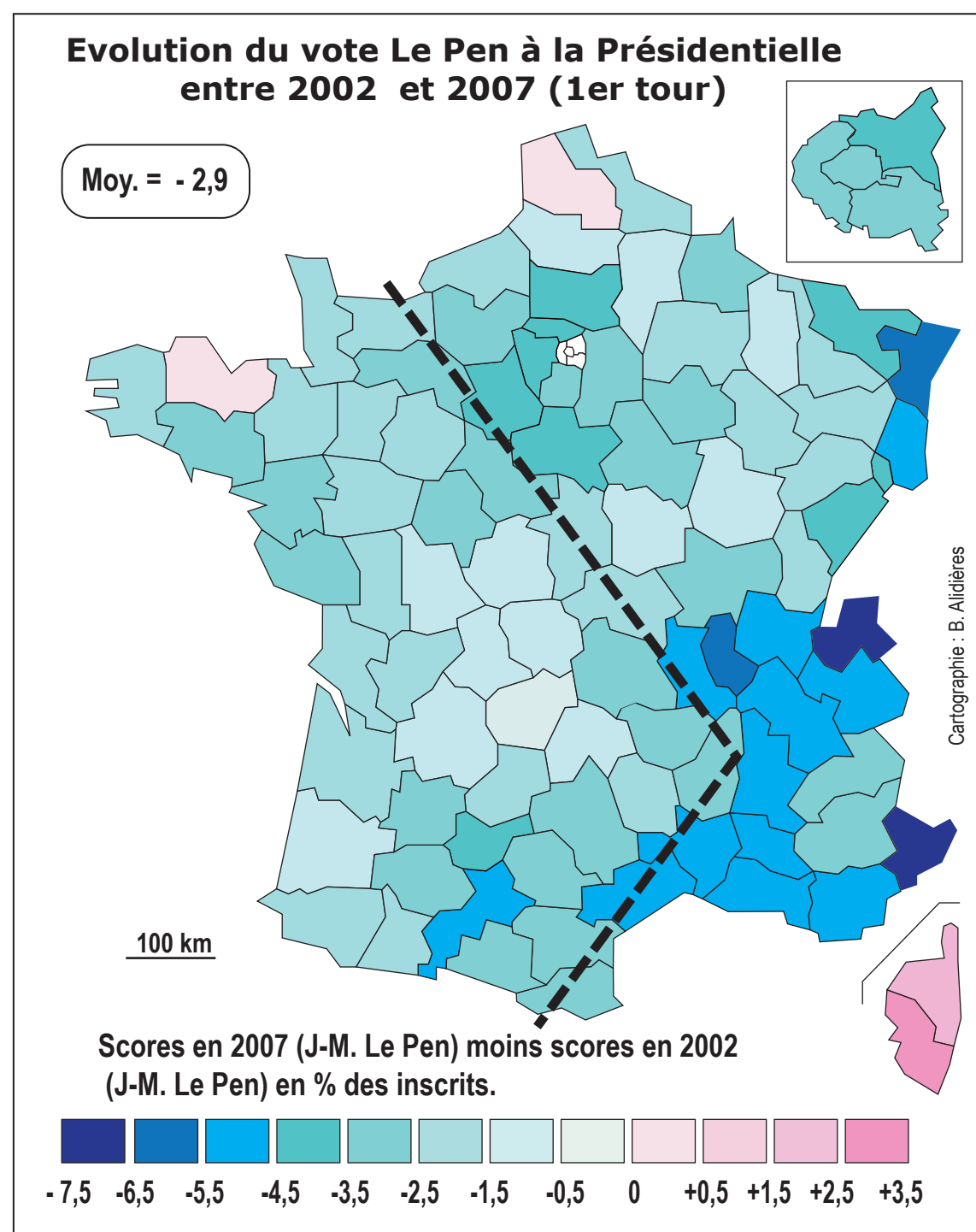
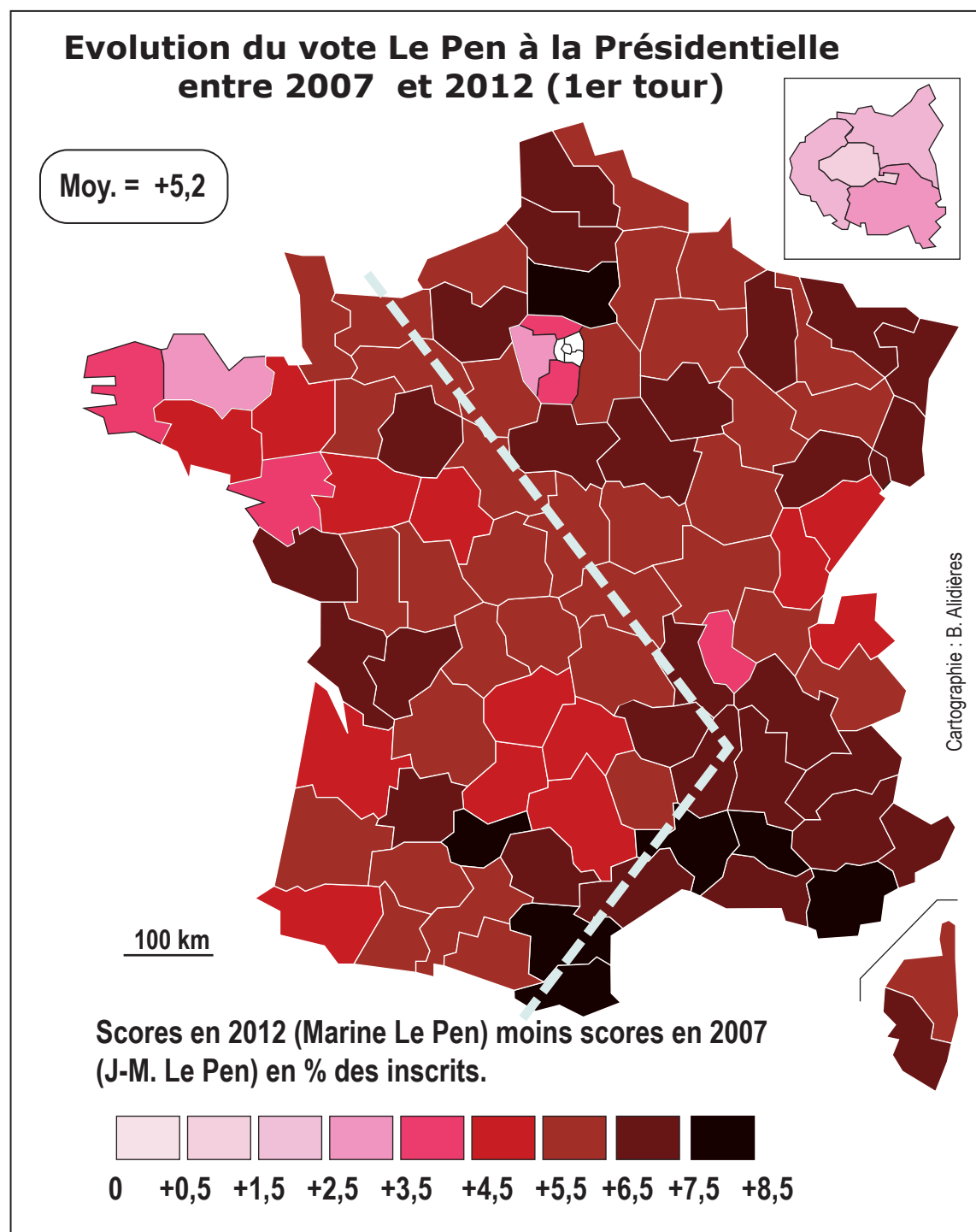
Source : Ministère de l'Intérieur. Cartographie B. Alidières

Il faut rappeler que la qualification de J-M. Le Pen pour le second tour de la Présidentielle de 2002 a été obtenue avec un score de 11,7% des inscrits à peine supérieur à celui de 1995 (d'environ 250 000 voix). C'est d'abord le haut niveau d'abstention (28,4%) qui a créé les conditions de ce « séisme », plus particulièrement à l'Est de la ligne Le Havre-Valence-Perpignan : dans 16 départements l'abstention dépasse la moyenne nationale, en particulier en région parisienne alors que ce n'est le cas que dans celui de la Gironde à l'Ouest.

Sur la carte de 2007, presque tous les départements se caractérisent par un niveau plus modéré du vote Le Pen et ce, dans un contexte de très faible abstention (inférieure à 20% dans tous les départements, sauf en Corse).

Au premier tour de la Présidentielle de 2012, le niveau d'abstention est resté assez faible sur presque tout le territoire national (on ne décompte que 17 départements ayant un niveau supérieur à 20%, tous situés à l'Est). Ainsi, contrairement aux succès récents du FN aux Régionales de 2010 et aux Cantonales de 2011, acquis dans un contexte de très forte abstention (Alidières, 2011), le score de Marine Le Pen de 17,9 % des suffrages exprimés au premier tour de la Présidentielle correspond à une réelle progression en voix de 1,6 millions par rapport à J-M Le Pen en 2002.

Le vote Marine Le Pen en 2012 : au-delà de la reconquête de l'électorat perdu en 2007

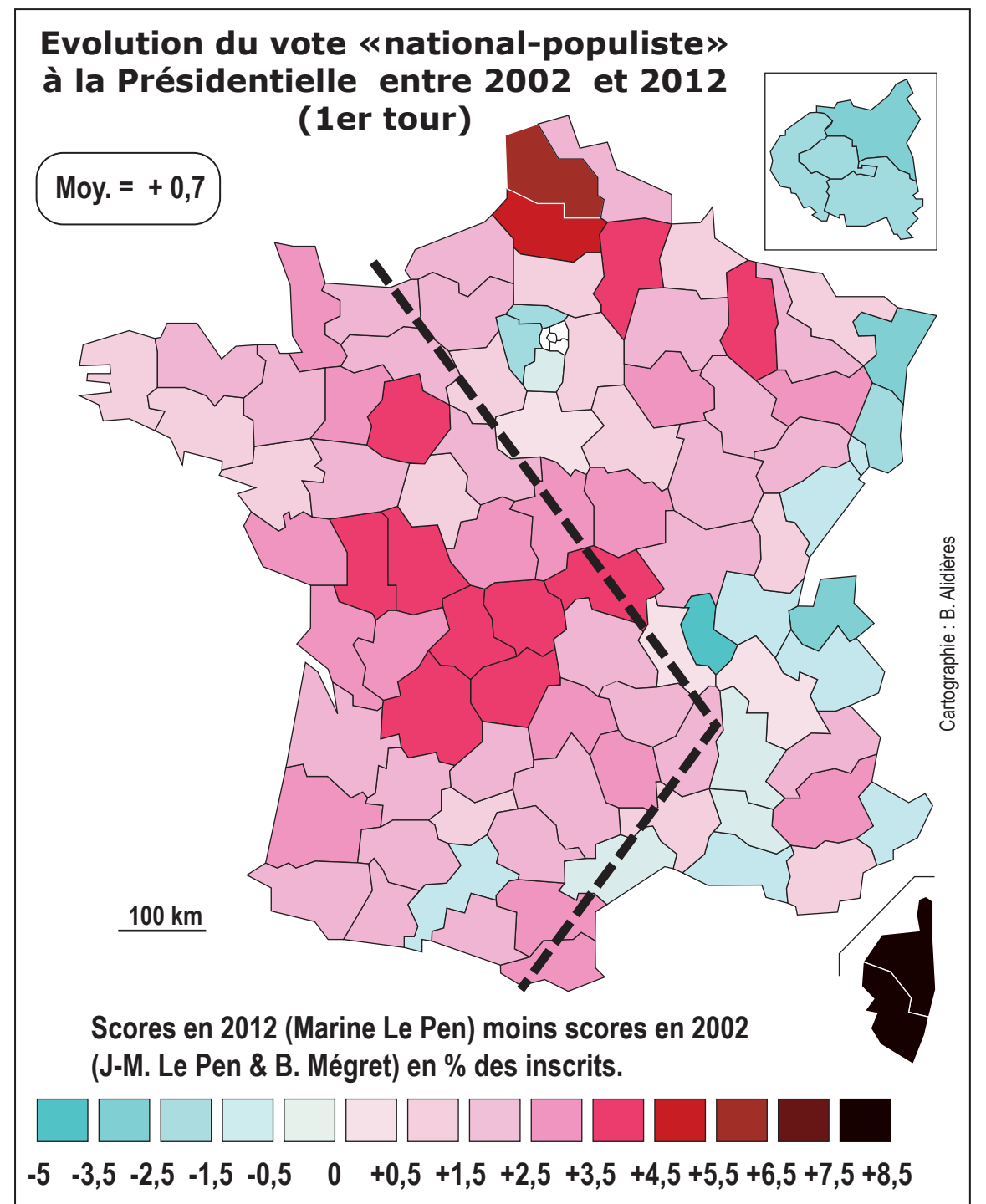
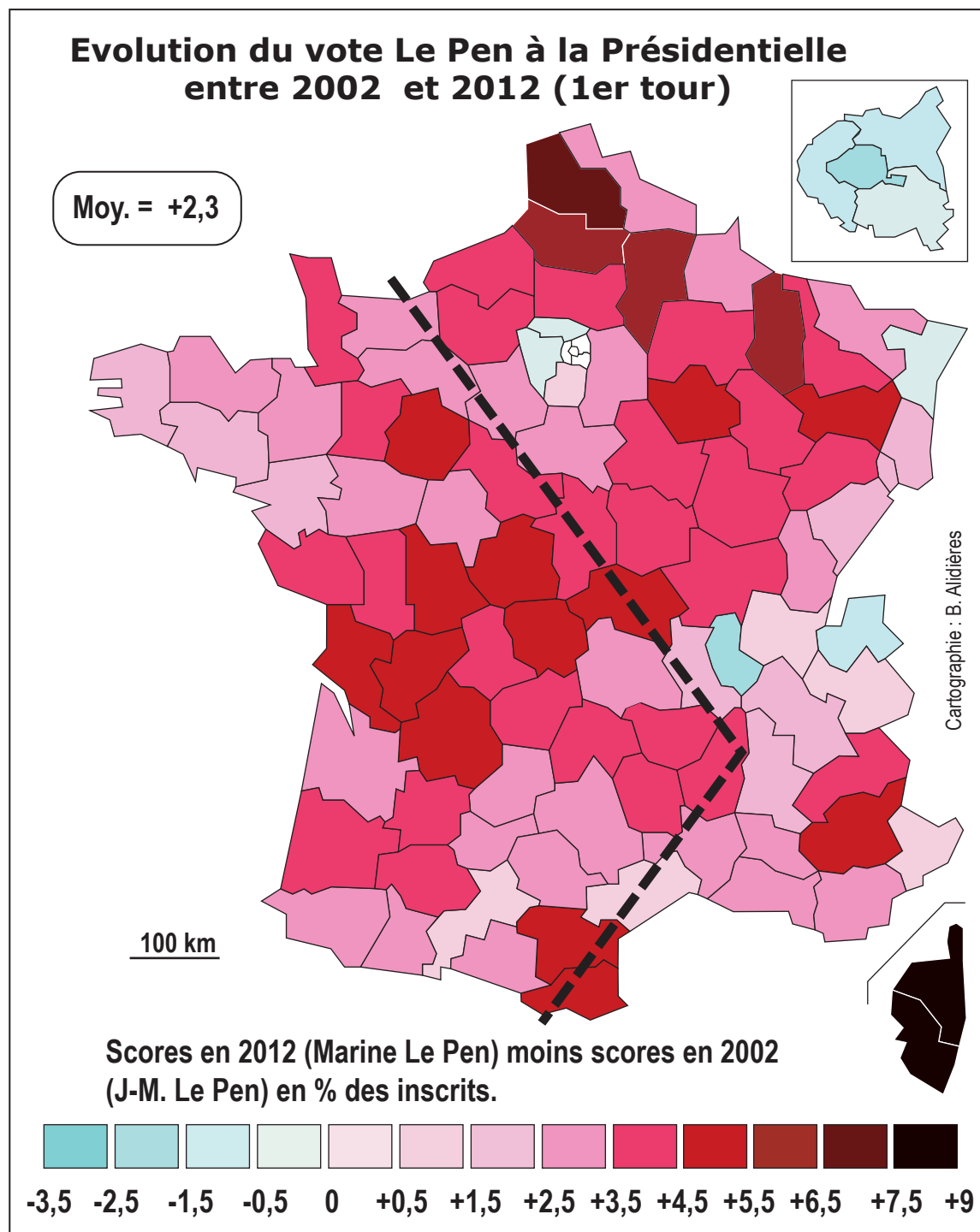


Source : Ministère de l'Intérieur. Cartographie B. Alidières.

L'évolution du vote Le Pen entre 2007 et 2012 fait ressortir une progression importante de plus de 4,5 points en fonction des inscrits dans la plupart des départements (à trois exceptions près) dans ce qui était considéré comme ses « terres de mission » à l'Ouest de la ligne Le Havre-Valence-Perpignan. Dans ses « zones de force » à l'Est de cette même ligne, les gains de Marine Le Pen sont de même ampleur le plus souvent. Cependant, les départements de la région parisienne (sauf la Seine-et-Marne) et du Rhône (représentant au total un potentiel électoral important) ont enregistré une moindre hausse.

De plus, la comparaison de cette carte des gains de Marine Le Pen (2007-2012) avec celle du recul de J-M Le Pen entre 2002 et 2007 montre qu'il a eu bien davantage qu'une simple reconquête de l'électorat capté par N. Sarkozy en 2007, tout particulièrement dans les départements à l'Ouest de la ligne Le Havre-Valence-Perpignan où le niveau des pertes avait été moindre que dans l'Est et le Sud-Est.

Le vote Marine Le Pen en 2012 : quelle progression par rapport à 2002?



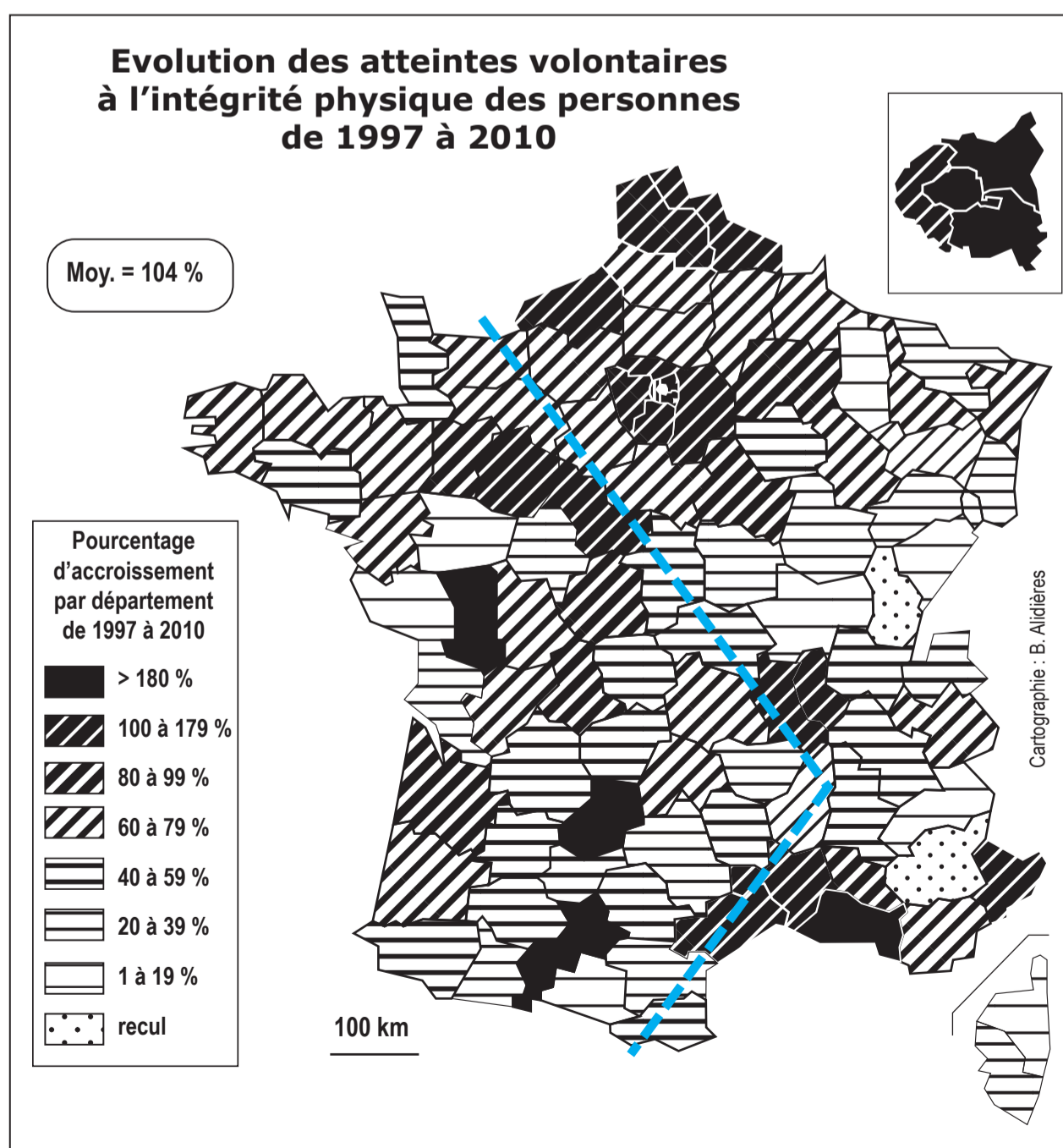
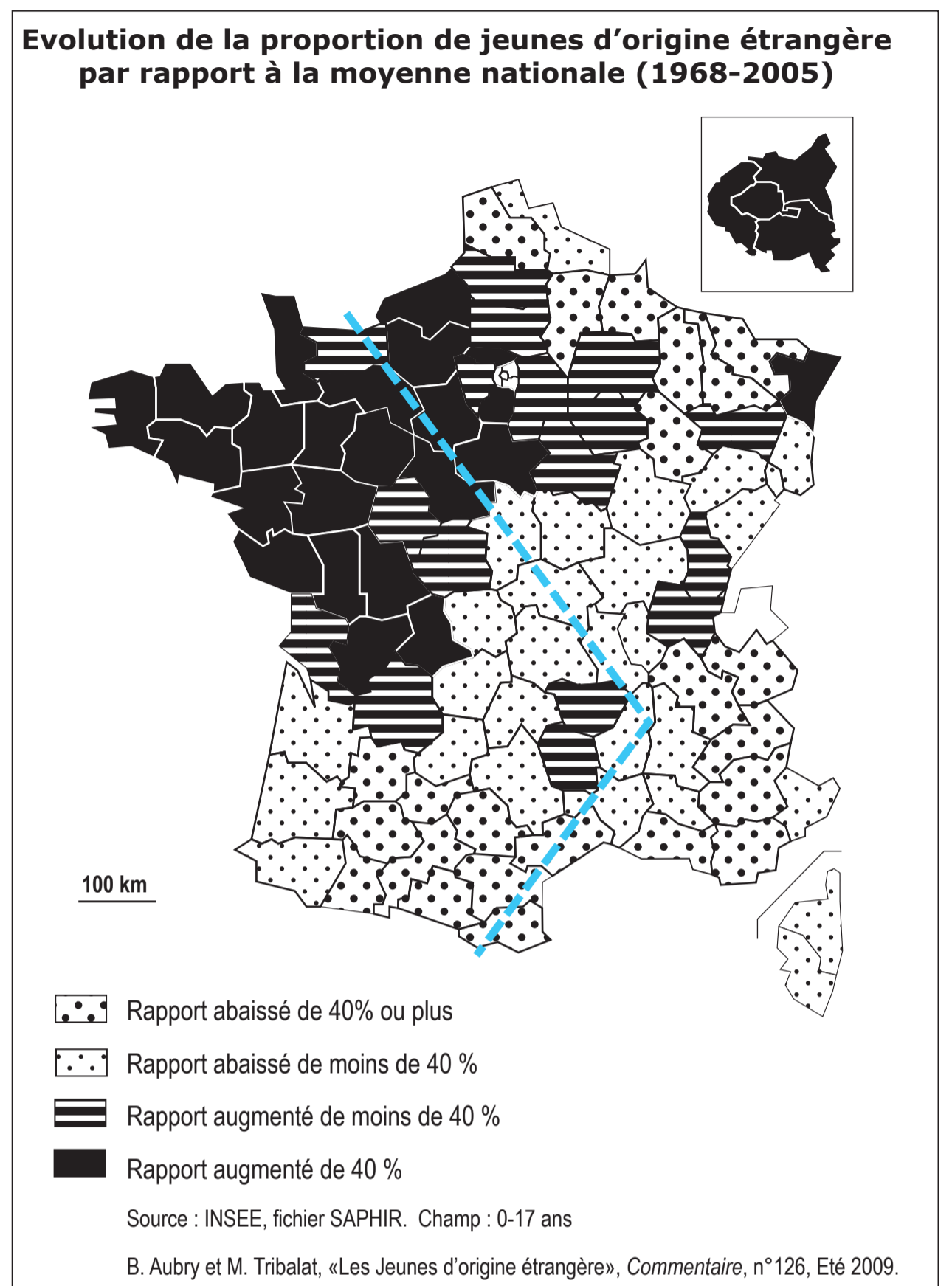
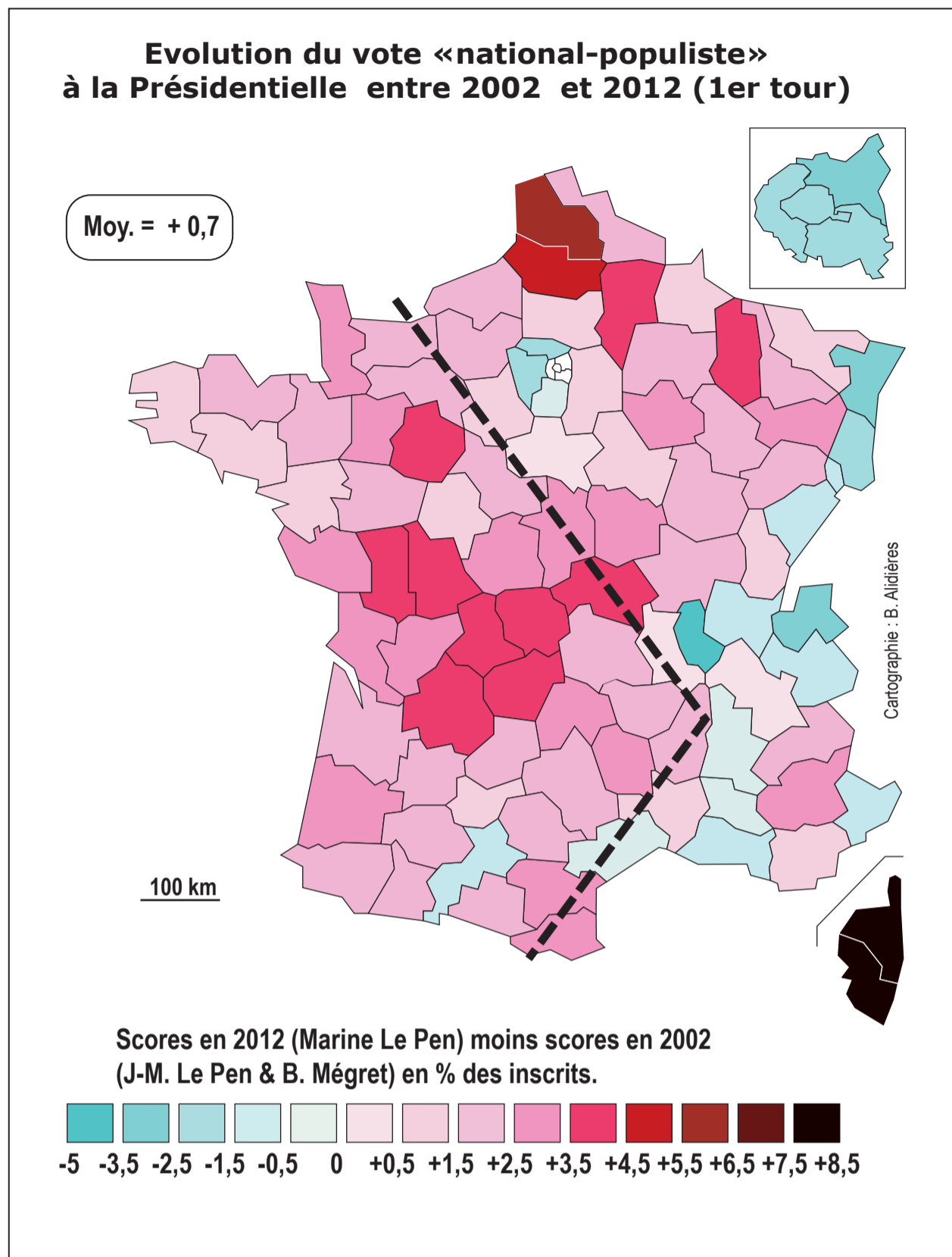
Source : Ministère de l'Intérieur. Cartographie B. Alidières.

C'est en confrontant les scores de Marine Le Pen à ceux de J-M. Le Pen en 2002 que l'on peut observer la réelle progression de ce vote sur l'ensemble du territoire. Pour mieux mesurer l'effet « Marine Le Pen » il paraît nécessaire de tenir compte du fait qu'au premier tour de 2002, il y avait également B. Mégrét. Il est donc plus pertinent de prendre en compte le total « national-populiste » (scores de J-M. Le Pen et B. Mégrét cumulés).

Or, cette carte du différentiel entre les résultats de 2012 et ceux du total Le Pen-Mégrét en 2002 fait apparaître une progression plus contrastée que dans le cas d'une mise en relation avec les scores du seul J-M. Le Pen à la même date. Marine Le Pen obtient des gains très nets dans Le Pas-de-Calais (effet de son implantation locale), mais aussi dans la Somme, l'Aisne, la Meuse et surtout en Corse. Dans ce dernier cas, il faut sans doute y voir une amplification des effets du « tournant régionaliste » observé dès 2007 : « [cette] stratégie régionaliste [permettant] l'intégration d'une partie d'un électorat nationaliste particulièrement rétif à l'importance d'une communauté nord-africaine en Corse » (Martinetti, Lefèvre, 2007, p. 253]

Pourtant, tout en obtenant ses plus forts scores à l'Est de la ligne Le Havre-Valence-Perpignan, la reconquête de l'électorat frontiste par Marine le Pen reste incomplète : 19 des 20 départements en recul depuis 2002 se situent dans cette moitié orientale. Il peut s'agir, pour une part, de l'effet des changements socio-spatiaux dans des grandes métropoles (embourgeoisement du cœur des villes, « ghettoïsation » de certaines communes de banlieue, périurbanisation d'une partie des classes populaires), mais sans doute aussi des effets persistants de la crise du FN (scission Le Pen-Mégrét de 1998-1999) dans ses « zones de force » des années 1990, non seulement en Île-de-France, mais en Alsace, Rhône-Alpes et même en PACA.

Le vote Marine Le Pen en 2012 : quelle progression à l'Ouest par rapport à 2002?



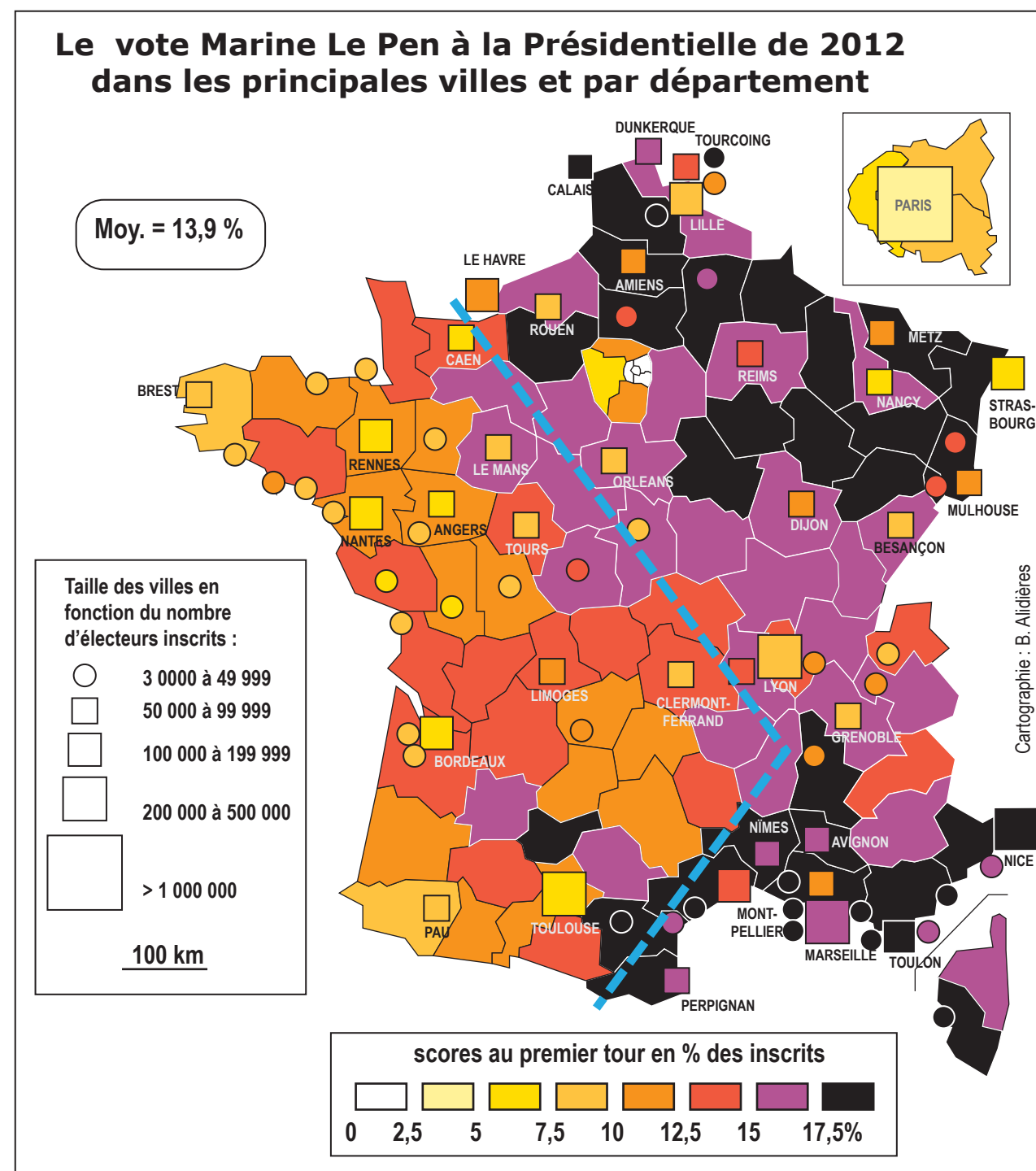
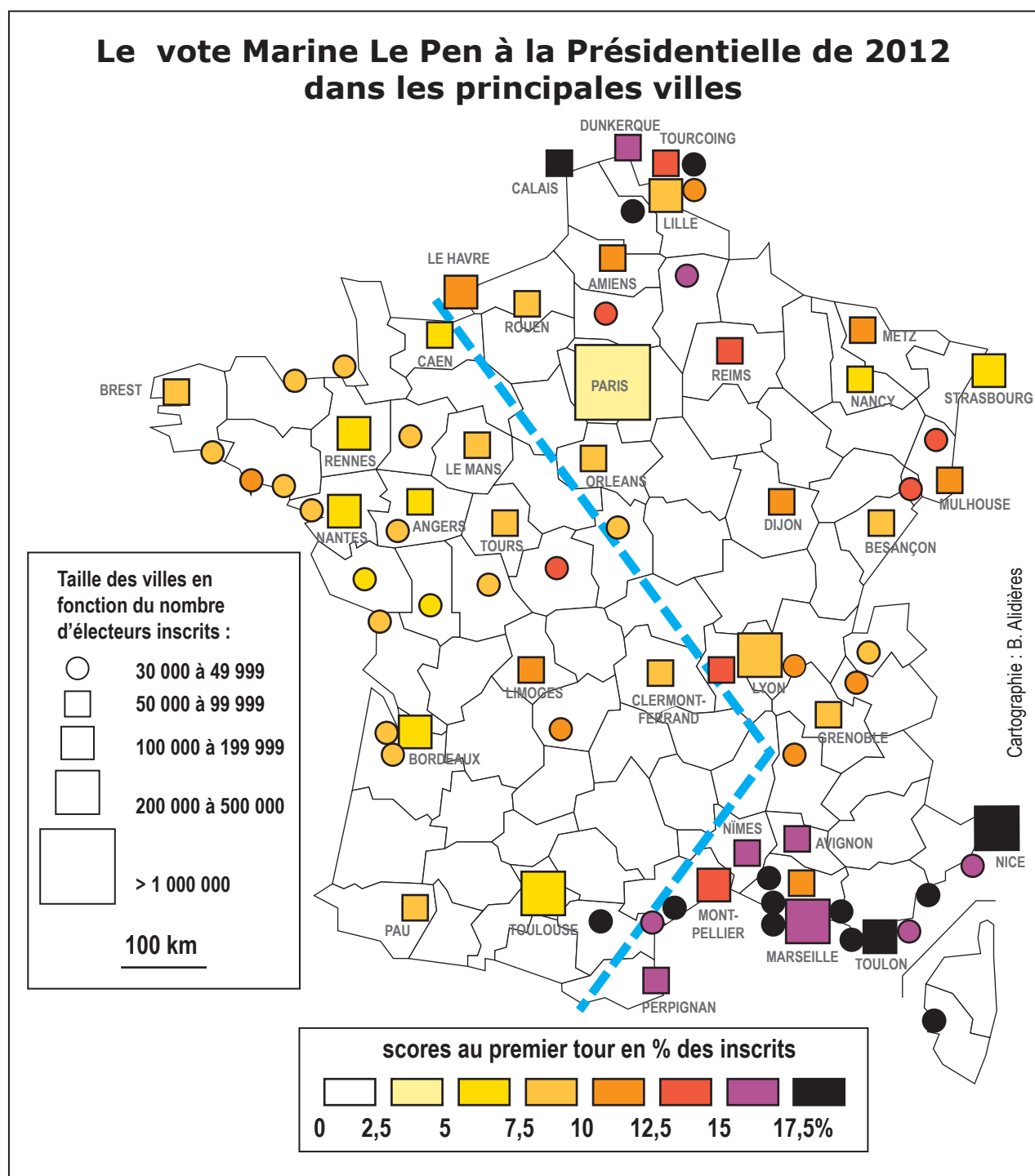
Source : Ministère de l'Intérieur. Cartographie B. Alidières.

C'est au contraire à l'Ouest de cette ligne que se situent les deux tiers des départements ayant enregistré les plus forts gains (plus de 2,5 points). Il ne s'agit pas seulement d'un essor du vote FN dans les départements formant une troisième couronne périurbaine autour de l'agglomération parisienne. Cela concerne également des départements des Pays-de-la-Loire, du Poitou-Charentes et du Limousin. Il faut y voir les effets des prises de positions vigoureuses de Marine Le Pen en faveur du monde rural (y compris de ses services publics).

Mais on doit aussi prendre en compte le fait que dans la plupart de ces départements, la part des jeunes d'origine étrangère a très fortement progressé, y compris dans des villes moyennes de départements ruraux (Aubry et Tribalat, 2009, p. 434-435).

Enfin, sans en faire le critère unique, il ne faudrait sans doute pas négliger le rôle de la progression de certains délits (notamment les atteintes contre les personnes depuis le milieu des années 1990) qui affecte aussi de nombreux départements de l'Ouest (Alidières 2012, p.31 ; 2006, p.254-257).

Le vote Marine Le Pen dans les principales villes à la Présidentielle de 2012 (1er tour)

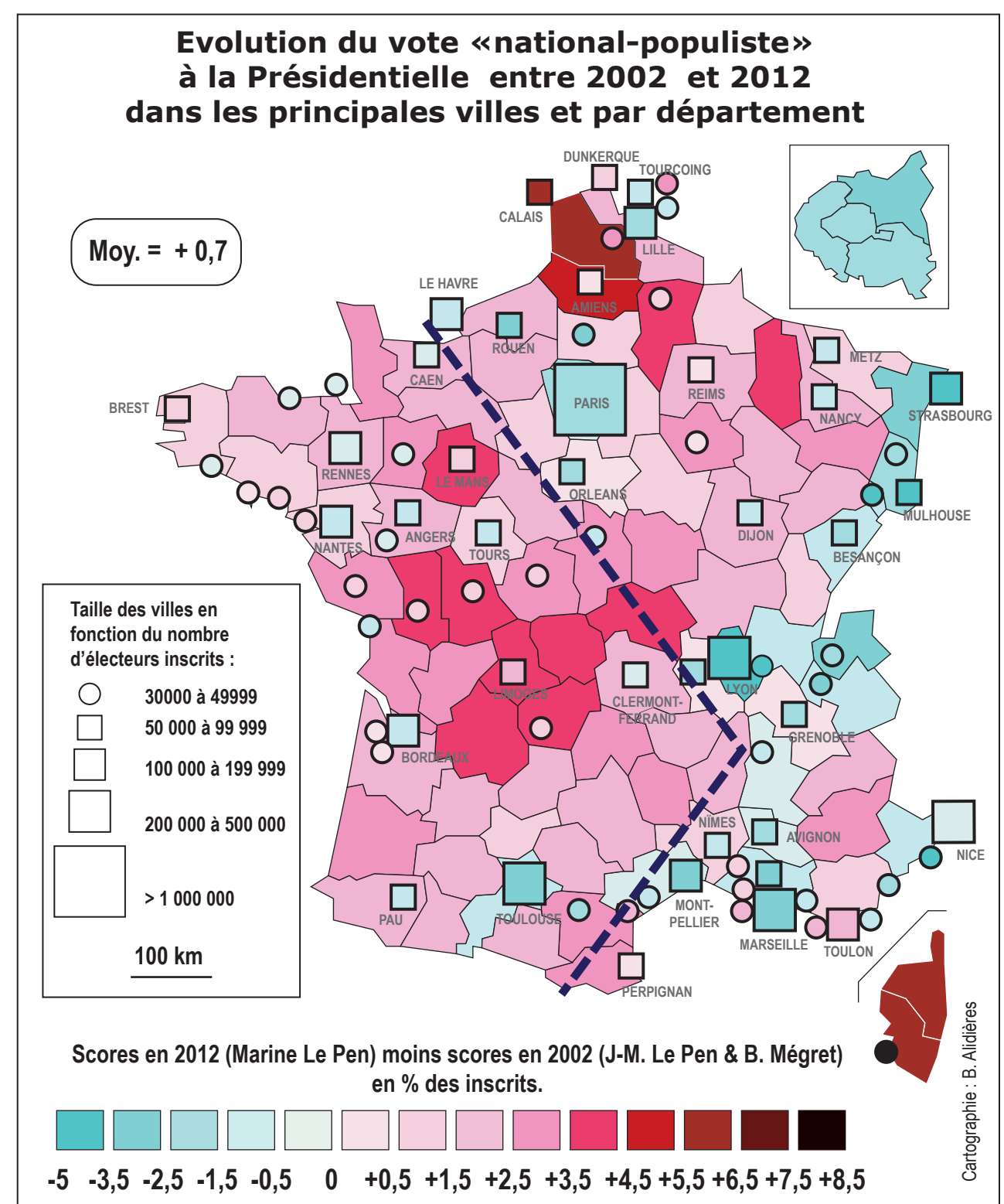
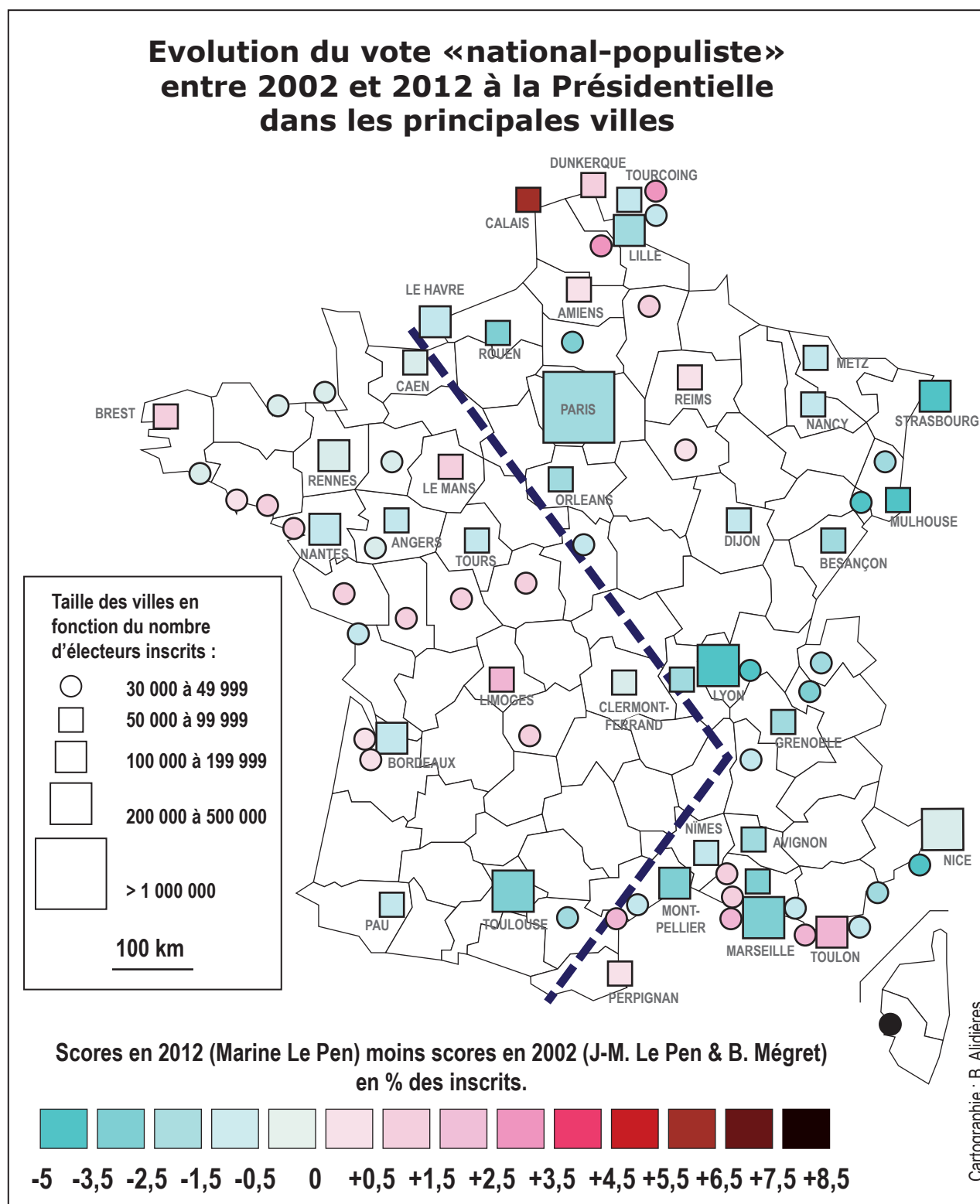


Source : Ministère de l'Intérieur. Cartographie B. Alidières.

Alors que le vote Marine Le Pen est élevé (>15% des inscrits) dans la plupart des villes du Midi Méditerranéen et assez souvent dans celles du Nord-Pas-de-Calais (à l'exception notable de Lille et Roubaix), les scores sont de moindre ampleur (entre 7,5 et 12,5%) dans la presque totalité des villes moyennes (de 30 000 à 100 000 électeurs inscrits) situées à l'Ouest de la ligne Le Havre-Valence-Perpignan : le niveau dans ces villes est d'ailleurs inférieur à celui du département dans lequel chacune est située.

Par ailleurs, d'une façon générale dans les métropoles (de plus de 100 000 électeurs inscrits), les scores de Marine Le Pen sont inférieurs à 10% des inscrits, à l'Ouest comme à l'Est, sauf sur le littoral Méditerranéen.

L'évolution du vote «national populiste» entre 2002 et 2012 : les limites de l'effet «Marine Le Pen» dans les principales villes



Source : Ministère de l'Intérieur. Cartographie B. Alidières.

La carte de l'évolution du vote « national-populiste » entre 2002 et 2012 met au jour certaines limites de « l'effet Marine Le Pen » dans les villes. C'est d'abord le cas dans toutes les métropoles (> 100 000 inscrits) où ce vote est presque partout en recul (et même assez nettement à Lyon, Strasbourg, Toulouse et Marseille), y compris dans celles du Midi méditerranéen (à la seule exception de Toulon).

A l'Ouest de la ligne Le Havre-Valence-Perpignan, on comptabilise treize villes moyennes (de 30 000 à 100 000 inscrits) où les scores sont en progression alors que l'on observe un recul dans quinze autres. En revanche, dans la moitié orientale, il y a un plus fort contraste : 35 villes ont enregistré des résultats en recul depuis 2002 et seulement 15 villes des gains (le plus souvent assez faibles sauf à Calais et Ajaccio).

En conclusion

Au total, la géographie du vote Marine Le Pen au premier tour de cette élection présidentielle révèle une incontestable nationalisation de ce vote, ce qui dépasse la simple reconquête du million d'électeurs FN ayant voté N. Sarkozy en 2007. Compte tenu de la forte participation, il s'agit d'une étape importante dans la remobilisation des « abstentionnistes intermittents » (Alidières, 2012, p.32-35). La gauche n'a pas réussi à reconquérir cette partie de l'électorat des milieux populaires qui s'est mobilisée pour l'offre renouvelée que représente Marine Le Pen.

Mais cette approche cartographique a permis de faire apparaître certaines limites à l'ampleur de la « vague bleu marine » de 2012 par rapport à 2002, non seulement dans les grandes métropoles, mais également dans certains départements de la moitié orientale et ce, même si les scores y restent élevés.

A court terme, après sa victoire à la Présidentielle, la gauche peut, de plus, espérer voir renaître le « pouvoir de nuisance » du FN aux dépens de la droite dans des triangulaires aux Législatives, même s'il est probable que le niveau de participation sera moindre, y compris pour les électeurs « marinistes ». Pour autant, à plus long terme, les questions que traduit la progression du vote « national-populiste » ne disparaîtront ni par le maintien d'un simple « cordon sanitaire », ni par le déni d'une partie du réel (Taguieff, 2012).

Bibliographie :

ALIDIÈRES Bernard (2006), *Géopolitique de l'insécurité et du Front national*, Armand Colin, 344p.

— (2011), *Un renouveau du vote Front national ?*, Working Atlas mis en ligne sur le site de l'IFG-Paris VIII

— (2012), « Les temps du vote Front national et de ses représentations », *Hérodote* n°144, p.18-37.

AUBRY Bernard et TRIBALAT Michèle (2009), « Les jeunes d'origine étrangère », *Commentaire*, n°126, p.431-437.

GOGUEL François (1986), « Géographie électorale de la France (1849-1986), *L'Histoire*, n°94, novembre, p.62-74.

MARTINETTI Joseph et LEFEVRE Marianne (2007), *Géopolitique de la Corse*, Armand Colin, 262p.

TAGUIEFF Pierre-André (2012), *Le Nouveau National-Populisme*, CNRS Editions, 121p.